



14 et 15 octobre 2026

Avec Amélie Douay, Bruno Demange, Claude Fallas, Alexis Dumoulin
et Guy Marlier (RS)

Notre liminaire

“Plus de complexe dans le contexte”

Depuis la rentrée, les mauvaises surprises s'accumulent. Quand ce ne sont pas les annonces, ce sont les découvertes qui détruisent la qualité de vie au travail dans notre entreprise. Et la direction de toujours « re retrancher » en se retranchant derrière un contexte économique difficile. [Lire la suite](#)

En 1 minute

Les points clés de ce CSE

- **La pression budgétaire** continue de peser sur le Réseau.
- **Mutualisations et programmes nationaux** gagnent du terrain au détriment de la proximité régionale.
- **Le numérique progresse**, mais le site Ici peine toujours à valoriser les contenus France 3.
- **Les salariés restent insuffisamment associés** aux projets qui transforment leur travail au quotidien.



1. Commission **antenne et programmes** du 17 septembre 2026
2. Restitution des **résultats de l'observatoire de la diversité**
3. **Comeco** du 24 septembre 2026
4. Vie du CSE
 - Commission des **ASC** des 5 et 6 octobre 2026
 - CASCI** du 14 septembre 2026
5. Bilan du **Tour de France 2026** (féminin et masculin)
6. Commission **Nouvelles technologies et numérique** du 30/09/2026
7. Information : **Projet de renouvellement de l'outil documentaire (Sierra)**
8. Commission **Emploi / formation** du 24 septembre 2026

Commission antenne et programmes

du 17 septembre 2026

Avec Delphine Vialanet, Directrice déléguée au numérique régions et Michel Dumoret, Directeur à l'information des régions

La commission s'est tenue après la présentation de la grille de rentrée et avant le cadrage budgétaire, La direction annonce que FTV devra encore économiser 90 M€, ce qui nourrit les inquiétudes sur l'avenir des programmes régionaux.

➤ Information et programmes régionaux

Enquêtes de Région (EDR)

- Maintien de l'émission en 2027.
- Abandon du projet de mutualisation de sujets entre régions mais travail éditorial en commun entre rédacteurs en chef pour proposer des sujets et thématiques qui peuvent être transversales.
- Réflexion en cours sur : un nouveau titre et une évolution du format (plusieurs séquences plutôt qu'un seul sujet).
- La diffusion reste au même horaire.
- Les audiences numériques, notamment sur YouTube, apportent une meilleure visibilité.

Les élus regrettent que les contraintes budgétaires dictent de plus en plus la forme éditoriale (plateaux sur fond vert plutôt qu'en extérieur). **La direction annonce bien 8 émissions à l'année mais certaines peuvent être des rediffusions !**

Dimanche en Politique (DEP)

- Maintien également confirmé.
- Certaines régions arrêtent le recours aux réalisateurs pour réduire les coûts.
- Horaire et durée inchangés au premier semestre 2027.
- Dans plusieurs régions, l'émission est désormais publiée sur le numérique avant sa diffusion TV.

➤ Mutualisations et perte de proximité

JT mutualisés

- De nouvelles mutualisations sont prévues pour respecter les objectifs budgétaires, ces choix sont à la main des régions.

Les élus alertent que cela réduit l'information de proximité déjà bien diluée dans un JT qui mêle régional, national et international

Programmes « cross-régions »

- Confirmation que les DRE (Dispositifs Régionaux Externalisés, comme Régions gourmandes) sont pilotés par le national. Ce sont de faux programmes régionaux, 8 en tout, qui sont mutualisés

Les élus estiment qu'il s'agit davantage de programmes nationaux à thématique régionale que de véritables productions régionales, sous couvert de régionalisation on perd la proximité. Ils demandent davantage de transparence sur les moyens affectés.

➤ Perspectives 2027

Journaux régionaux

- Pas de changement majeur annoncé.
- Certains projets visent à dynamiser le JT de midi.

Les élus alertent sur la surcharge des équipes, être réactif et multi-support est très chronophage et ajoute énormément de charge mentale aux équipes sur le terrain.

Locales

- Aucun projet nouveau.
- Inquiétudes liées aux recommandations de l'Arcom sur un éventuel arrêt de la TNT à l'horizon 2030.
- Développement de la diffusion sur YouTube pour gagner en visibilité.

Documentaires

- Tendance croissante à la coproduction et à la mutualisation.

Les élus constatent une baisse du nombre de documentaires régionaux, une externalisation accrue et une diminution d'activité pour la Fabrique et le Pool.

➤ Dispositif « Dites-le ici »

- Six consultations citoyennes prévues entre septembre et mars.
- Les thématiques porteront notamment sur :
 - ◆ les enfants ;
 - ◆ l'école ;
 - ◆ l'IA ;
 - ◆ l'environnement.
- Première consultation : plus de 14 000 réponses recueillies via les sites Ici.

Les élus questionnent la représentativité des résultats, **la direction affirme qu'il s'agit d'une consultation et non d'un sondage.**

Les élus souhaitent que les résultats soient davantage partagés avec les rédactions.

➤ **Présidentielle 2027**

- Participation du Réseau au nouveau rendez-vous politique de Franceinfo, Le Grand Enjeu.
- Des journalistes régionaux interviennent désormais à l'antenne nationale.

Les élus regrettent la disparition du rendez-vous politique national de France 3 consacré aux régions (DEP). Ils s'interrogent sur un rapprochement croissant entre France 3 et Franceinfo.

La direction réfute toute perspective de fusion.

➤ **Pages spéciales réseau**

Mise en place de décrochages nationaux mensuels pilotés par les régions : Jardins, Incendies, Vendanges, Route du Rhum, etc.

Les thématiques émanent de propositions des antennes du réseau, sur la base du volontariat pour les piloter...en revanche toutes les régions doivent les diffuser !

Les élus constatent que cela réduit le temps consacré aux contenus régionaux et amène à une perte d'autonomie éditoriale. Ils constatent que **les thèmes sont parfois éloignés des réalités locales.**

Pour la direction, l'impact reste limité.

➤ **Volet numérique**

Partenariat YouTube

- Entrée en vigueur le 1er septembre 2026.
- France Télévisions fournira 20 000 heures de programmes par an, l'idée est de s'appuyer sur la force du direct
- Permettra la mise en ligne automatisée des JT, des EDR et des DEP via Wildmoka
- Déploiement attendu courant novembre
- YouTube: Les recettes publicitaires reviendront au groupe, la chaîne s'appelle **"FranceTV-Ici vos tv régionales"**, le chapitrage n'est pas encore possible.

Audiences numériques

- Recul des audiences web à la rentrée, considéré comme normal.
- Google Overview n'aurait pour l'instant qu'un impact limité.
- France Télévisions refuse que ses contenus alimentent directement l'IA de Google (Opt-Out).

Les élus regrettent l'absence d'indicateurs plus qualitatifs comme le temps de lecture.

➤ **Bilan du site Ici**

Point le plus inquiétant de la commission :

- Effondrement des pages vues des contenus France 3 sur Ici.
 - ◆ Janvier : 2,17 millions
 - ◆ Septembre : 58 430
- Les articles France 3 sont peu visibles sur la plateforme.
- La bascule complète vers le site commun avec Radio France reste incertaine mais n'aura pas lieu avant les élections.
- Des groupes de travail réfléchissent à l'organisation éditoriale et aux responsabilités futures. Soit une quarantaine de personnes au total : rédacteurs en chef, adjoints, direction de l'info du réseau, délégués numériques, CEN mais étonnamment aucun journaliste qui fournit pourtant l'essentiel des contenus.

Les élus regrettent que les journalistes producteurs de contenus soient peu associés à ces réflexions.

➤ Réseaux sociaux

- Résultats jugés très bons :
 - ◆ 13,47 millions d'abonnés ;
 - ◆ 1,67 milliard de vues depuis janvier.
- Facebook reste le premier réseau.
- Forte progression de YouTube.
- Les formats courts (Shorts) prennent de l'ampleur.
- La direction reconnaît encore des ajustements nécessaires concernant les vidéos verticales.

➤ Conclusion:

La commission constate un maintien des principales émissions régionales mais relève un mouvement de fond marqué par :

- les économies budgétaires,
- les mutualisations,
- la centralisation des contenus,
- la montée du numérique et de YouTube,
- une perte progressive de l'autonomie éditoriale régionale.

Les élus alertent sur un risque croissant de dégradation de l'information de proximité et de perte d'identité du Réseau France 3.

Restitution des résultats de l'observatoire de la diversité

Avec Béatrice Le Fouest, Directrice des Parcours Professionnels et de la Diversité, Yannick Monsnereau, Responsable égalité des chances et Florence Folléa, Responsable développement RH Réseau France 3

L'enquête sur la diversité et l'inclusion au sein du Réseau France 3 a été menée du 26 mai au 18 juin 2026 auprès de 3 073 salariés, avec 668 répondants, soit un **taux de participation de 21,7 %**.

Parmi les répondants, 58 % sont des femmes, et 24% des managers.
Les répondants sont plutôt des seniors, 51 % ont plus de 50 ans, et 13 % ont moins de 35 ans.

58% se déclarent appartenir à au moins un critère de diversité.

Les résultats montrent que le Réseau France 3 dispose d'une politique d'inclusion structurée et d'un niveau d'actions supérieur à la moyenne du panel ODI 2025.

Les principaux critères de diversité déclarés concernent **l'âge** (26 %), le **genre** (22 %) et la **situation familiale** (12 %).

Le pilotage des ressources humaines constitue un point fort, avec un score de 83/100, tandis que la communication obtient 78/100.

Cependant, les efforts engagés ne se traduisent pas encore suffisamment dans l'expérience quotidienne des collaborateurs.

Un décalage persiste entre les actions mises en œuvre et leurs effets réellement perçus par les salariés.

Les dispositifs d'inclusion restent parfois insuffisamment connus, compris ou visibles dans les pratiques professionnelles.

La coopération constitue un point positif, avec un résultat supérieur de 9 points à celui du panel de référence.

L'équité représente toutefois un axe majeur de vigilance, malgré des actions supérieures de 10 points à la moyenne du panel.

Par ailleurs, 59 % des répondants déclarent pouvoir être eux-mêmes au travail et 59 % adhèrent aux valeurs de l'organisation.

Le management de proximité apparaît comme un levier essentiel, notamment en matière d'entraide, d'équité dans l'évaluation et d'équilibre des temps de vie.

Les femmes, les non-managers et les salariés se déclarant issus de la diversité expriment des perceptions plus critiques.

Ces populations signalent particulièrement des attentes en matière d'équité, de reconnaissance et de gouvernance.

L'enjeu est désormais de **renforcer la visibilité des dispositifs** et de **mieux intégrer l'inclusion dans les pratiques quotidiennes et les parcours professionnels**.

En conclusion, France 3 dispose de bases solides, mais doit transformer ses engagements en résultats concrets, perceptibles et partagés par l'ensemble des collaborateurs.

Comeco du 24 septembre 2026

Avec Philippe Angot, Directeur financier Réseau F3

➤ **Présentation de la situation économique du réseau au 30 juin 2026**

Pour ce 1^{er} semestre 2026, on compte **17 ETP de moins** que ce qui était prévu dans le budget initial pour 2026, et **45,9 de moins** par rapport au chiffre de la réprévision 2025 : **nous avons donc bien serré la vis !!**

La direction l'explique par une **bonne gestion des prises de congés**, et un **effet « noria » plus fort que prévu**. Cet effet, c'est celui du fait que les nouveaux embauchés ont des salaires plus faibles que les personnels qu'ils remplacent.

Autre explication : **l'effet du recours aux journaux communs**. Cela permet de gagner 20 jours/hommes par journal : 2 scriptes, un chef d'édition, 1 OPS, 1 OPV, 1 cadre technique, 2 TEVA, 4 monteurs, 8 journalistes, 1 maquilleuse. Plus les effets amplifiés liés au fait que c'est souvent le week-end, et qu'il y a donc moins de récup et heures majorées.

A noter aussi qu'il y a moins d'alternants : ils ne sont plus que 74 (ce qui ne représente plus que 37 ETP).

Sur les dépenses hors personnel, il y a aussi le fait que la loi de finance n'a pas été votée fin 2025. **Cela a entraîné l'impossibilité d'engager en début d'année des dépenses qui n'étaient pas en lien avec un produit à l'antenne**. Ce qui a créé des retards notamment au niveau IMG qui ne seront pas rattrapés.

A noter : l'important surcoût lors du renouvellement des flottes auto, avec le fait que les véhicules hybrides ou électriques sont 30 à 40% plus chers. C'est atténué cependant par le fait que les véhicules font désormais moins de kilomètres.



Les élus ont rappelé que faire -4 en Bretagne, ça n'est pas la même chose qu'à la rédaction nationale.

Au vu des effectifs, -4 en Bretagne signifie -4% quand ça ne fait que -0,5-% à la rédaction nationale !

Ils ont rappelé aussi que l'on fragilise le Réseau en faisant croire qu'on a encore les moyens de faire alors qu'on ne les a plus.

Cela altère la confiance que le public place en nous ! Alors que le Réseau est en plan social permanent depuis 2012 (et le début de l'essorage).

Et nous n'avons pas parlé de 2027. L'inquiétude est très forte par rapport à ce qui nous attend l'année prochaine.

Vie du CSE

Du nouveau pour commencer avec l'annonce d'un changement du commissaire aux comptes et le **remplacement de Cécile Poure à la commission emploi/formation par Nicolas Marousez.**

Commission des ASC des 5 et 6 octobre 2026

➤ **Bilan des locations été 2026**

La commission ASC Réseau s'est réunie les 5 et 6 octobre 2026 à Rouen pour analyser notamment les résultats des locations estivales.

Résultats financiers :

- Montant total facturé par les prestataires : **50 876 €.**
- Prise en charge du CSE : **27 889,20 €.**
- Participation moyenne du CSE : **55 %.**
- Quotient familial moyen : **58 %.**
- Décote moyenne appliquée : **29 %.**

Taux d'occupation des biens :

- Châteaux de la Loire : **100 %**
- La Grande-Motte : **57 %** (contre 70 % en 2025)
- Lac de Serre-Ponçon : **87,5 %**
- Le Rouret : **87,5 %**
- Perros-Guirec : **87,5 %**
- Taux global : **87,5 %**

La réussite des Châteaux de la Loire est liée à l'ajout d'un second gîte et à l'annulation des semaines les moins demandées. La commission constate toutefois une baisse d'intérêt pour certaines destinations présentes depuis plusieurs années et décide de renouveler complètement l'offre pour 2027.

➤ **Nouvelles destinations "Linéaires 2027"**

Parmi 27 propositions, la commission retient 5 destinations :

- **Frontignan Plage (Hérault)** - Camping Le Tamaris
- **Château de l'Hom (Cévennes)** - Camping Maïana
- **Seignosse (Landes)** - Camping Naturéo
- **Saint-Pol-de-Léon (Bretagne)** - Camping Sunelia
- **Hyères - Presqu'île de Giens (Côte d'Azur)** - Camping Tikayan Méditerranée

Objectifs :

- Introduire de nouvelles destinations.

- Répondre à la forte demande pour le Sud-Est.
- Maintenir un tarif hebdomadaire d'été inférieur à **1 000 €**.
- Appliquer une décote comprise entre **20 % et 30 %** avant calcul du quotient familial.

➤ **Point sur les voyages 2027**

Luberon à vélo

- Annulé faute de participants.
- 5 inscrits seulement pour un minimum requis de 15.
- Les salariés ont jugé le coût trop élevé.

Albanie

- Difficultés de remplissage.
- Une semaine a été annulée sans frais.
- Les participants ont été regroupés sur deux semaines de juillet.

Lacs italiens

- 33 participants retenus.
- 9 places restent disponibles.
- Forte demande de chambres individuelles, acceptée avec un supplément partagé à 50 % par le CSE.

Islande

- Grand succès avec **102 demandes pour 30 places**.
- La commission lance un **second voyage en Islande en 2027**.
- Les salariés non retenus au premier tirage seraient prioritaires.

➤ **Cadeaux de Noël pour les prestataires**

La commission propose :

- Un cadeau de Noël pour certains personnels de gardiennage, ménage et restauration non rattachés au CSE.
- Un plafond de **30 € par personne**.
- Financement sur le budget central du CSE.
- Mise en place d'une liste d'émargement des bénéficiaires.

➤ **Gestion des budgets locaux**

Le bureau rappelle que :

- Chaque commission locale doit établir un budget prévisionnel.
- Les dépenses réelles doivent remplacer progressivement les estimations au fil de l'année.
- Le suivi doit être effectué dans un document partagé en ligne accessible à tous les gestionnaires.

➤ Révision du Quotient Familial (QF)

Un groupe de travail sera créé début 2027 afin :

- d'étudier une nouvelle grille de quotient familial ;
- de corriger les effets défavorables signalés par certaines familles après les récentes modifications.

CASCI du 14 septembre 2026

➤ Situation financière

- Les comptes 2025 ont été présentés avec retard en raison de difficultés au service comptabilité, aujourd'hui renforcé par de nouveaux recrutements.
- Le CI-ORTF a engagé un plan de redressement financier avec plus de **300 000 € d'économies réalisées**, notamment par l'arrêt ou la renégociation de certaines prestations et projets.
- La trésorerie demeure un sujet de vigilance. Le commissaire aux comptes (KPMG) estime qu'un recours à l'emprunt pourrait permettre de préserver les capacités financières tout en poursuivant les investissements.
- Le patrimoine du CI-ORTF est valorisé à environ **18 M€**. Les comptes 2025 ont été certifiés et KPMG est reconduit pour six exercices à partir de 2026.

➤ Gouvernance et organisation

- Le directeur général est parti dans le cadre d'une rupture conventionnelle et a été remplacé par l'ancien directeur adjoint. Le poste de directeur adjoint ne sera pas remplacé.
- Le climat social est jugé apaisé et les postes vacants ont été progressivement pourvus.
- Une réflexion est engagée pour rapprocher les services Adultes et Enfants/Jeunes afin d'améliorer la continuité de service.

➤ Activités Adultes/Familles

- La saison 2026 est jugée satisfaisante avec environ **32 670 journées-vacances**, plus de **5 000 vacanciers** et **1 174 dossiers**.
- Les centres les plus fréquentés sont :
 - ◆ Lalinde : 1 339 vacanciers
 - ◆ Cargèse : 993 vacanciers
 - ◆ Val Louron : 563 inscrits
- Répartition des bénéficiaires :
 - ◆ France Télévisions : 44,6 %
 - ◆ Radio France : 24,3 %
 - ◆ INA : 7,3 %

➤ **Activités Enfants/Jeunes**

- L'effectif est légèrement inférieur à 2025 (1 187 départs contre 1 195), mais les séjours sont plus longs, avec une hausse du nombre total de journées-vacances.
- Les colonies de trois semaines et les séjours à l'étranger restent attractifs, notamment à Beg Meil.
- Certains séjours (Kenya, Ouzbékistan) ont été annulés pour raisons économiques ou faute d'inscriptions suffisantes.

➤ **Difficultés de transport (pré et post-acheminements)**

- Environ 650 enfants sont encore gérés manuellement via un tableau Excel pour l'organisation des transports.
- Le CI-ORTF souhaite investir dans un outil dédié et clarifier les règles de prise en charge des frais de transport face à certaines demandes jugées excessives.

➤ **Aide aux vacances (APV)**

- Le coût de l'APV augmente de **63 000 €**.
- Une réflexion est engagée pour mieux cibler les aides vers les bénéficiaires aux revenus les plus modestes.

➤ **Situation des centres**

Cargèse

- Fin d'exploitation toujours prévue **au 31 décembre 2027**, à échéance du bail.
- Saison compliquée (restauration, base nautique, relation avec le propriétaire).
- Des solutions alternatives en Corse ou dans le Sud de la France sont étudiées pour préparer l'après-2027.

Lalinde

- Piscine historique fermée suite à une expertise judiciaire.
- Une piscine de remplacement a été mise à disposition.
- Le projet de nouvelle salle de restauration est abandonné au profit d'une rénovation.
- Réflexions en cours sur de nouvelles activités (camping, accrobranche).

L'Isle-Jourdain

- Le projet de rénovation de la piscine est suspendu en raison de la hausse des coûts.
- Une solution provisoire permet son fonctionnement en attendant de nouvelles études.

Vic-sur-Cère

- Le centre est identifié comme un site à relancer.

- Développement envisagé avec davantage d'accueil de groupes et une offre adulte renforcée.

➤ **Jeux Nationaux d'Été 2027**

- Organisation prévue à **Val Louron du 24 juin au 1er juillet 2027.**
- Activités prévues : randonnée, trail, canyoning, rafting, VTT, paddle, patrimoine et éventuellement parapente.
- Le principal enjeu identifié est l'organisation des transports.

➤ **Siège parisien**

- Le loyer du siège est d'environ **150 000 € par trimestre.**
- Les locaux sont jugés trop grands. Plusieurs scénarios sont à l'étude : maintien, déménagement ou acquisition de nouveaux locaux.
- Le bail actuel arrive à échéance en **2029.**

➤ **Points clés à retenir**

- Le CI-ORTF poursuit un important plan de redressement financier avec des économies déjà substantielles.
- La trésorerie reste sous surveillance malgré la certification des comptes.
- La fin annoncée du centre de Cargèse en 2027 constitue un enjeu stratégique majeur.
- Les difficultés d'organisation des transports des colonies nécessitent une modernisation des outils.
- Une réflexion globale est engagée sur l'organisation du CI-ORTF, ses centres et ses coûts de fonctionnement, notamment le siège parisien
- Vote des élus sur la transmission du rapport d'enquête conjointe menée à Antibes aux victimes concernées

Bilan du Tour de France 2026 (féminin et masculin)

Stéphanie MULLER, Chargée de Production, Thierry Magdelaine, Chargé de production et Muriel Blanchard, RRH Fabrique sont venus présenter le bilan des Tours de France Masculin et Féminin 2026.

Comme souvent, le bilan est **très positif sur l'intégralité du dispositif.**

Un couac est néanmoins à noter sur les heures de trajet, qui ont connu quelques dépassements liés à des problèmes entre l'organisateur du Tour et deux municipalités, Nice et Genève, qui ont imposé aux convois de patienter avant de pouvoir s'installer.

Commission **Nouvelles technologies et numérique** du 30 septembre 2026

Avec Michaël Friederich, Directeur de l'exploitation et des moyens du Réseaux France 3.

La commission du 30 septembre 2026 a fait le point sur les projets technologiques et les équipements du réseau régional de France Télévisions.

Le nouvel outil de cartographie **Location Map** sera déployé à l'information nationale en janvier 2027, avant une éventuelle extension aux régions.

Le projet **CASYDI** vise à moderniser et centraliser la diffusion, avec un premier déploiement en PACA fin 2027 ou début 2028, puis une généralisation sur trois ans.

Le parc de **transmission DSNG**, vieillissant mais toujours indispensable dans certaines situations, soulève des enjeux de renouvellement, de compétences et de mutualisation des moyens satellitaires.

Pour les **caméras**, la priorité reste l'optimisation du parc existant, avec le remplacement progressif de certains modèles par les Sony Z200 et la formation des utilisateurs.

Le déploiement de **Sherlock** rencontre des difficultés opérationnelles, notamment en Bretagne ; un retour d'expérience est demandé pour adapter les procédures et l'accompagnement.

Le **matériel audio de reportage** étant vieillissant, la commission préconise un inventaire régional afin d'évaluer les besoins de maintenance et de renouvellement.

Le déploiement progressif des licences **PowerDirector** freine le développement des vidéos numériques et laisse certaines équipes insuffisamment accompagnées.

La migration vers des **licences Office 365** allégées entraîne des limitations de stockage et des pertes de fonctionnalités pour certains salariés ; SharePoint est proposé comme solution de stockage partagé.

Globalement, la commission insiste sur la nécessité de mieux accompagner les utilisateurs, de préserver les compétences techniques et de prendre davantage en compte les besoins des régions.



Les élus FO ont pointé le dysfonctionnement concernant la migration vers des licences Office 365, et regrettent la méthode utilisée, qui n'était pas adaptée à notre activité, et qui a été violente, brutale, et qui a manqué d'accompagnement.

Non seulement les salariés ont été victimes de ce dysfonctionnement, mais les services informatiques ont également été victimes eux aussi de cette situation.

Ils ont également alerté la direction sur l'urgence de renouveler les équipements de tournage, notamment les caméras et le matériel de prise de son, dont une partie du parc est vieillissante, usée, voire obsolète.

Information : **Projet de renouvellement de l'outil documentaire (Sierra)**

Avec Michaël Friederich, Directeur de l'exploitation et des moyens du Réseaux France 3, Aurélie Bertrand, Directrice déléguée au numérique et Emmanuel Girouard, Responsable de projet info process et numérique.

Invitée : Chantal Fremy

S'il y a bien un point qui fait consensus, c'est que cela fait un certain temps que la direction travaille dessus... Et ce n'est pas fini. Après la cartographie de ce qui est fait dans les antennes par les documentalistes (commencée il y a près d'un an), on en est à l'analyse des besoins. Et c'est là qu'intervient la direction de l'IA, dorénavant présente dans tous les sujets structurants de l'entreprise, car l'IA s'immisce partout... Ici, dans l'indexation des sujets, entre autres.

Nous avons donc **d'un côté la direction qui travaille sur un accord de méthode pour appréhender le sujet**, sur le workflow général pour connaître les problématiques et difficultés rencontrées par les différents utilisateurs pour voir ce qui convient ou pas dans les outils du marché, et qui attend un budget qui doit être défini **d'ici la fin de l'année pour commencer les travaux début 2027**.

Côté syndicats, il est rappelé que le **sujet est urgent** car les documentalistes attendent un outil performant et moderne depuis des années, mais qu'il n'était pas question d'IA à la sortie des ateliers ce qui implique évidemment **beaucoup d'inquiétudes au niveau des salariés** : les tâches enlevées par l'IA seront-elles remplacées par d'autres ? Lesquelles ? Cela induit-il des suppressions de postes ?

La direction répond que ce n'est pas l'objectif, que le **projet n'a pas pour but de faire des économies ou de supprimer des postes**, et que tout le processus sera accompagné et permettra sans doute aux documentalistes de remplir de nouvelles missions. **A suivre....**

Commission **Emploi / formation** du 24 septembre 2026

Avec Muriel Blanchard, RRH Fabrique et Laetitia Naciri, RRH Fabrique

➤ **Synthèse générale**

Le périmètre **DMF Réseau de France Télévisions** compte au 30 juin 2026 :

- **263 salariés permanents (CDI)** présents, dont **14 à temps partiel**.
- Les femmes représentent **34,2 %** des effectifs permanents.
- L'emploi global s'établit à **394,8 ETP** (équivalents temps plein) :
 - ◆ **254,5 ETP permanents**
 - ◆ **140,2 ETP non permanents**.
- Par rapport à juin 2025, l'effectif global diminue de **28,4 ETP (-6,7 % environ)**.

➤ **Répartition de l'emploi**

- Permanents : **64,5 % des effectifs**.
- Non permanents : **35,5 % des effectifs**.

➤ **Effectifs permanents**

Les effectifs permanents passent de **277 à 263 salariés**, soit une baisse de **14 personnes**.

Principales évolutions :

Service	Évolution
Centre d'exploitation Nord	-5
Fictions / Feuilletons	-2
Post-production	-6
Achats, Ingénierie et Supports Opérationnels	-1
Commande client	Stable

➤ **ETP permanents**

Les ETP permanents passent de **268,1 à 254,5 ETP**, soit **-13,6 ETP**.

Les plus fortes baisses concernent :

- **Centre d'exploitation Nord : -4,3 ETP**
- **Post-production : -3,5 ETP**
- **Fictions / Feuilletons : -2,8 ETP**
- **Pilotage de la performance : -2 ETP**.

➤ **ETP non permanents**

Les ETP non permanents diminuent de **155,1 à 140,2 ETP**, soit **-14,8 ETP**.

Les principales baisses :

- **Fictions / Feuilletons : -7,7 ETP**
- **Centre d'exploitation Nord : -3,8 ETP**
- **Post-production : -2,5 ETP**
- **Commande client : -0,8 ETP.**

Cette diminution est essentiellement liée à la baisse du recours aux **intermittents d'usage**.

➤ **Recrutements et départs**

- **1 arrivée**, correspondant à une **transformation de CDD en CDI**.
- **4 départs**.
- Solde net : **-3 salariés**.

Le seul recrutement pérenne recensé concerne le secteur **Fictions / Feuilletons**.

➤ **Heures supplémentaires**

Les heures supplémentaires payées passent de **19 996 h à 16 195 h**, soit une baisse de **19 %**.

Les plus fortes diminutions :

- Post-production : -25 %
- Achats / Ingénierie : -24 %
- Commande client : -21 %
- Fictions / Feuilletons : -20 %.

➤ **Conclusion**

Le premier semestre 2026 est marqué par une **réduction significative de l'emploi**, tant permanent que non permanent :

- **-28,4 ETP** au global.
- Forte baisse des effectifs dans les activités de **production, post-production et centre d'exploitation Nord**.
- Réduction marquée du recours aux personnels non permanents.
- Très faible niveau de recrutements (1 transformation CDD/CDI).
- Diminution sensible des heures supplémentaires, signe d'une baisse d'activité ou d'une maîtrise accrue des ressources.

Message clé : le DMF Réseau poursuit en 2026 une trajectoire de contraction de ses effectifs et de son volume d'emploi, principalement portée par la baisse des ressources non permanentes et des activités de production.

Prochain CSE du Réseau : 18 et 19 novembre



Vos élus



Titulaires :

Sébastien LEBAILLY
Teddy CARUEL
Amélie DOUAY
Alexis DUMOULIN

Suppléants :

Franck FAZEKAS
Hervé MORIN
Claude FALLAS
Bruno DEMANGE
Lisa JARDINI

Représentant Syndical :

Guy MARLIER



*Annuaire !
Actus !
Adhérer !*

